

Édito

*“Il faut s’occuper des Français
et de leurs préoccupations !”*



*Le message est clair,
le gouvernement doit l’entendre !*

Les Français, lors des élections municipales et européennes, ont infligé un désaveu massif à la politique désastreuse conduite depuis deux ans par François Hollande et sa majorité. Ils ont clairement exprimé leur volonté de changement. Les résultats sont en effet catastrophiques.

Ils attendaient des mesures fortes, une prise de conscience et de responsabilité. Ils ont eu le droit à un vague remaniement ministériel et un plan d’économies de 50 milliards d’euros. Un plan qui, en plus de continuer à assommer les contribuables, va asphyxier nos villes et nos villages.

Nous avons aujourd’hui dépassé le stade du ras-le-bol fiscal. Les Français sont en colère. Je l’entends tous les jours, dans toutes les communes et de la voix des habitants de toutes catégories sociales.

Les résultats électoraux sont sans appel et traduisent une fracture profonde au sein de notre société à l’égard du pouvoir en place comme envers une opposition qui ne sait pas se rassembler et être une force de propositions crédibles.

Face aux annonces non suivies d’effets, aux reniements et aux mensonges répétés du gouvernement, devant des luttes internes de partis dont les Français n’ont que faire, la **prise en compte des réalités du quotidien s’impose comme la première des priorités pour tous. Il faut à la fois montrer l’exemple quand on est en responsabilité, et faire preuve de courage même si cela dérange ou remet en cause le confort de certains.** C’est tout le sens de mon combat et ce document en témoigne.

Avec toute ma détermination

Franck MARLIN

La “Valls” des échecs qui font mal aux Français

► **Pouvoir d’achat, sécurité, emploi,
justice, santé... le fiasco !**

- Le chômage a atteint un record historique : + de 5 millions d’inscrits à Pôle emploi.
- Le taux de prélèvements obligatoires explose : 45,9 % en 2014 contre 43,7 % à la fin 2011.
- Le pouvoir d’achat ne cesse de reculer. La dette dépasse les 2 000 milliards et les engagements de réduction du déficit ne sont pas tenus.
- La compétitivité de nos entreprises continue de se dégrader. Huit organisations patronales ont même lancé un cri d’alarme pour exiger des baisses des charges, la simplification des normes. Et la réduction des dépenses publiques.
- La délinquance explose, les libertés reculent, les Français n’ont plus confiance en leur Justice.
- Les Français ont de plus en plus de mal à se soigner, à trouver des médecins et des spécialistes près de chez eux...

► **Et pendant ce temps là,
le gouvernement détourne
l’attention...**

En imposant des structures intermédiaires, comme le Grand Paris, qui vont coûter cher alors que parallèlement il s’en prend aux communes en leur supprimant des subventions indispensables !

...et bafoue le Parlement

En passant en force et de manière arbitraire, sans aucune concertation, des réformes essentielles :

- réforme des collectivités territoriales (redécoupage des cantons),
- réforme des rythmes scolaires (quelle gabegie pour les finances publiques et quelle désorganisation pour les familles et les enfants !).

Et il prive la représentation nationale d’un débat démocratique par un report du vote à l’Assemblée sur le budget rectificatif de la Sécurité sociale pour 2014... Le recours au vote bloqué se précise : quelle honte !

ÇA SUFFIT !

Sécurité / Justice

Les Français veulent vivre en toute tranquillité et en toute sécurité !

Pas plus que celle du chômage, la courbe de l'insécurité n'est pas en passe de s'inverser. Selon l'Observatoire national de la délinquance, entre mars 2013 et février 2014, la délinquance globale a progressé de + 8,3 %. Il est recensé en France plus de 1 000 cambriolages par jour. Les atteintes aux personnes sont en hausse de 5,5 % rien qu'au premier trimestre 2014...



De cette dégradation et ses conséquences pour les Français, le gouvernement ne dit rien. Il est pourtant possible d'agir et d'obtenir des résultats ! À la différence de certains, la sécurité n'est pas une question d'idéologie. Il faut être concret, utile.

Les Français veulent la Justice et non plus de voyous dans la rue !

Le projet de loi sur la Justice présenté par Mme TAUBIRA avec son « plan de lutte contre la récidive » inquiète même les magistrats et les syndicats de police !

La ministre impose des libérations conditionnelles systématiques, la suppression des mesures de sûreté, le remplacement des courtes peines d'incarcération par des peines de probation... Pire ! En cas de vol, de recel, de filouterie, de dégradation, d'usage de stupéfiants et de certains délits routiers, les juges ne pourront plus prononcer des peines de prison. Où s'arrêteront-ils ?

Les communes montrent l'exemple !

À Étampes, depuis toujours, Franck MARLIN en a fait sa priorité. Des décisions fortes ont été prises : suppression des allocations familiales aux parents dont la responsabilité des enfants est engagée dans des actes délictueux, interdiction aux mineurs de moins de 13 ans de rester seuls dans les rues le soir, lutte contre les chiens dangereux...

Ce n'est pas un hasard si, à Étampes, les chiffres montrent une réelle baisse de la délinquance de près de 30 %.

Création d'un Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) en 2003, coordination entre la police nationale et municipale pour une présence renforcée sur le terrain, mise en place de la vidéoprotection, du dispositif « voisins vigilants » (Étampes pionnière en la matière en zone police), de médiateurs de nuit ... Autant de mesures qui ont porté leurs fruits !

Fort de ce bilan, votre député entend créer des partenariats entre des communes de la circonscription afin d'accompagner la mise en place de mesures similaires sur leur territoire.

Il a également proposé la mise en place d'un nouveau dispositif : les « agriculteurs vigilants ». Après avoir sollicité les autorités, cette mesure a été reprise par les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture !

À l'Assemblée, Franck MARLIN multiplie les interventions pour :

- Renforcer les sanctions contre les occupations illicites de terrains privés ou publics par les gens du voyage.
- Plus de moyens pour la Gendarmerie nationale dans l'accomplissement de ses missions.
- Déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces de police.
- Instaurer une « réparation citoyenne » pour les des mineurs primo-délinquants.
- Réinstaurer les peines plancher et les étendre à la réitération, soit aux auteurs de crimes et délits répétés mais différents.
- Refuser la systématisation des libérations conditionnelles.
- Étendre le principe de légitime défense afin que les victimes ne soient pas poursuivies par ceux qui les ont attaquées.
- Renforcer l'évaluation de la dangerosité des criminels sexuels avant toute libération anticipée...



**Amendements, propositions de loi, déclarations de votre député...
Encore plus d'informations sur : www.franckmarlin.fr**

Franck MARLIN exige des renforts de police pour l'Essonne

Dans une question écrite publiée le 1^{er} juillet, votre député a demandé au ministre de l'Intérieur de renforcer les effectifs de police dans les commissariats de l'Essonne. Pendant que le département se voit doter de 20 gardiens de la paix, alors qu'il en faudrait au moins 100, la Ville de Paris s'est vue attribuer près de 400 postes en 8 mois affectés à la circulation et à la surveillance des bâtiments publics. Quelle honte ! Un choix incompréhensible alors que chaque jour l'insécurité grandit dans le département et que les forces de police n'ont pas les moyens humains et matériels suffisants pour assurer leurs missions à la hauteur de leurs propres exigences.

Stop aux taxes, oui aux économies !



Depuis deux ans, les Français sont assommés par une explosion de taxes et d'impôts qui pèsent sur leur pouvoir d'achat. Tout le monde en a assez. Même les nouvelles promesses gouvernementales de baisse d'impôts, personne n'y croit !

8 milliards d'impôts nouveaux prévus en 2014 !

50 milliards d'euros d'impôts de plus décidés par François Hollande et ses gouvernements depuis mai 2012. 150 dispositifs fiscaux créés ou modifiés, et la dette de l'Etat ne diminue toujours pas. Des heures supplémentaires refiscalisées. Baisse du quotient familial, retraités ponctionnés... Jamais la pression fiscale n'a été aussi forte... et pour quel résultat ?

Lors de son discours de politique générale, Manuel Valls a bien regretté « la feuille de paie déjà trop faible » et « la feuille d'impôts déjà trop lourde ». Vrai. Mais cela ne l'a pas empêché d'alourdir l'addition ! En 2014, ce sont plus de 8 milliards d'impôts nouveaux qui vont toucher directement les ménages les plus modestes. Il faut passer des paroles aux actes et baisser massivement la pression fiscale en urgence.

Pourtant une bonne gestion des deniers publics qui ne pénalisent pas le contribuables est possible. 2 exemples !

► Pour la sixième année consécutive, la Ville d'Étampes n'a pas relevé ses taux communaux des impôts locaux, comme des taxes d'eau potable et d'assainissement. Le prix du m³ d'eau potable a pu être baissé de 25 %, la taxe d'assainissement de 26 % ces dernières années, tout comme la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (6,54 % puis de 8 % en 2013).

► Au SIREDOM, sous la présidence de Franck MARLIN, ce syndicat de revalorisation des déchets est passé de 21 millions de déficit à 5 millions d'excédent dont 3 affectés à la baisse des tarifs des communes membres et des usagers.

C'est ce sens des responsabilités qui doit animer l'ensemble de la classe politique. On ne peut pas critiquer les hausses d'impôts au plan national et faire l'inverse au plan local ! Halte au double discours !

Éducation : Franck MARLIN accuse !

Jamais une rentrée ne s'est annoncée aussi difficile et désorganisatrice !

Jamais le principe fondamental d'égalité de l'École de la République n'a été autant malmené et bafoué. Franck MARLIN accuse le gouvernement de déstabiliser la vie des familles et d'agir contre l'intérêt de l'enfant, de faire preuve d'un acharnement politique dangereux, de transférer des charges sur les collectivités... **Cette réforme ne doit pas être appliquée !** À cela s'ajoutent des fermetures de classes injustifiées alors que le Ministre a annoncé le recrutement de 4 341 postes d'enseignants supplémentaires pour la rentrée prochaine, dont 2 355 dans les écoles maternelles et élémentaires. Où sont-ils ?

Proposition de loi

Parlementaire ou fonctionnaire : il faut choisir !

Le député-maire d'Étampes plaide pour une meilleure représentativité de la société au sein des chambres du parlement.

Le député de la 2^e circonscription de l'Essonne a réagi à la nomination de Dominique Voynet en tant qu'inspectrice générale des affaires sociales. « Après avoir placé au gouvernement un premier secrétaire du PS dont tout le monde s'accorde, dans ce parti, à reconnaître qu'il a été défaillant, le parachutage "d'un enfant gâtée de la République" comme l'a qualifiée le président de l'Assemblée nationale est symptomatique d'un fonctionnement républicain où le copinage prime sur la compétence et plus encore sur la volonté des électeurs », accuse Franck Marlin.

Un fonctionnement qui ne peut plus durer pour le député-maire d'Étampes. « En

cette période de défiance à l'égard de la classe politique, ce sont des décisions choquantes et regrettables qui nuisent encore un peu plus à l'image de notre démocratie. Il faut aujourd'hui et très rapidement y mettre un terme. On ne peut exiger des efforts incroyables aux Français et, dans le même temps, s'en absoudre en laissant notre République aux mains d'une caste, d'une élite ou de copains de promotion », assène-t-il.

Il demande donc l'inscription à l'ordre du jour de sa proposition de loi, déjà déposée en novembre 2010 et janvier 2013, visant à rendre incompatible le mandat de parlementaire avec un emploi dans la fonction publique et à renoncer à tout type de mission rémunérée. « Une disposition déjà appliquée en Grande-Bretagne à la Chambre des Communes », rappelle Franck Marlin. ■T.V.

Le Républicain, édition du 24 avril 2014

Un langage de vérité apprécié



Carton vert !

Le 14 mai 2014, l'association des « Contribuables Associés » a attribué un Carton vert à Franck MARLIN pour son combat en faveur d'une véritable représentativité de la société au sein du Parlement. Votre député demande également la fin de « l'emploi à vie » des fonctionnaires. Il a rencontré la direction de l'association, le 23 juin, pour évoquer une démarche commune sur ces sujets.

Pour la défense de notre agriculture



Réforme de la PAC, diminution de la prise en charge par l'Etat des assurances climatiques, loi d'avenir pour l'agriculture insatisfaisante, spécificité des zones périurbaines... sont des dossiers sur lesquels Franck MARLIN intervient sans relâche auprès du gouvernement. Il a également soutenu la réalisation nouveau port céréalier fluvial à Corbeil-Essonnes inauguré le 27 mai dernier. Un énorme plus pour l'activité économique et la création d'emplois.

À l'Assemblée nationale, Franck MARLIN a déposé des amendements contre la mesure introduite au Sénat par les groupes écologiste et socialiste visant à interdire l'épandage de tout produit phytosanitaire à moins de 200 mètres des habitations. Une interdiction qui aurait porté un coup fatal aux maraîchers et favorisé les installations illicites des gens du voyage. Devant la mobilisation des agriculteurs et des élus, le gouvernement a fait marche arrière !

Intempéries : la solidarité d'abord !



Dans la nuit du 9 au 10 juin, des chutes de grêle d'une rare violence se sont abattues sur des villes du département.

C'est un véritable élan de solidarité qui s'est immédiatement formé entre les communes et les communautés de communes, avec notamment la mise en place d'une cellule juridique pour aider les personnes sinistrées dans leurs démarches. Une initiative portée par Franck MARLIN après sa rencontre

avec les élus, des habitants et des chefs d'entreprises de Cerny et de Vert-le-Grand. Une solidarité partagée par tous... à l'exception du Conseil général de l'Essonne.

Cadre de vie

Franck MARLIN dénonce le non respect des couloirs aériens

Avec les élus du Parc naturel régional du Gâtinais français et du département de l'Essonne, Franck MARLIN a saisi le gouvernement, la DGAC et l'ACNUSA en exigeant le strict respect des couloirs aériens. Trop souvent, les avions volent trop bas et survolent des villes qui ne devraient pas l'être. Il a également demandé que soit étudié un relèvement des altitudes pour réduire les nuisances sonores.

Décharge de Saint-Escobille : le message des élus a été entendu !

Sous la pression des élus locaux, le ministre de l'Écologie a révisé la position. Il a ainsi indiqué à Franck MARLIN, qui l'avait saisi, la réouverture de la concertation. Une première étape avant que le Conseil ne se prononce. Le combat continue !

RD 191 : le combat continue !

Autre dossier que le député entend défendre auprès de Ségolène ROYAL : le projet de la SFDM. Depuis plusieurs mois, les élus demandent un engagement ferme du gouvernement contre ces 340 camions citernes en plus sur nos routes !

Un député au service des communes

Dans le cadre des réserves parlementaires, Franck MARLIN a obtenu **110 000 € de subventions en 2013 pour aider des communes** d'Abbéville-la-Rivière (7 600 €), Boissy-le-Cutté (9 000 €), Étampes (9 000 €), Itteville (7 000 €), La Ferté-Alais (10 000 €), Mennecey (10 000 €), Oncy-sur-Ecole (16 000 €), Ormoy (12 000 €), Puiset-le-Marais (6 800 €), Saclas (9 000 €), Saint-Cyr-la-Rivière (6 000 €), et du Syndicat intercommunal de Boigneville, Buno-Bonnevaux, Gironville et Prunay-sur-Essonnes (7 600 €).

Pour 2014, votre député a porté les projets de Chalou-Moulineux, la Communauté de communes du Val d'Essonne, Fontenay-le-Vicomte, Mennecey, Milly-la-Forêt, Ormoy, Saint-Hilaire et Valpuseaux, pour un montant de 104 500 euros.